ST.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
- 4-07-1989
Vandemeulebroecke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 19.035/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 18 avril 1989, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à certains agents des administrations de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public", a donné le 31 mai 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 april 1989 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende sommige ambtenaren van de Rijksbesturen en sommige instellingen van openbaar nut", heeft op 31 mei 1989 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Plusieurs articles du projet, notamment les articles 1er, 2, 4, 16 et 17, contiennent des dispositions relatives aux services publics visés à l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, c'est-à-dire aux "ministères et autres services des ministères, les organismes d'intérêt public qui relèvent du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux et qui sont repris à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, à l'exception de ceux qui exercent une activité financière, industrielle et commerciale".

Selon l'article 3 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, le comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux est compétent "pour les questions intéressant le personnel des administrations, organismes et services visés à l'article 1er, § 1er, 1° et 2°", c'est-à-dire les administrations et autres services de l'Etat, y compris les établissements d'enseignement et les services qui assistent le pouvoir judiciaire ainsi que les organismes d'intérêt public, "et, par voie de conséquence, le personnel des services des exécutifs des Communautés et des Régions".

.../...

Les dispositions précitées du projet, telles qu'elles sont libellées - ainsi d'ailleurs que l'intitulé du projet - donnent à penser que les règles qu'elles énoncent s'appliqueraient à l'ensemble des administrations, services et organismes pour lesquels le comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux est compétent, y compris les organismes d'intérêt public relevant des Communautés et des Régions.

Or, comme l'a déjà indiqué le Conseil d'Etat dans des avis récents (1), comme l'indique l'exposé des motifs du présent projet en page 14 et comme l'a admis le délégué du Ministre, il résulte de la combinaison des articles 9, 13, § 6, 87, § 4, et 96 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par celle du 8 août 1988, et de l'article 11, § 1er, de la loi précitée du 16 mars 1954, que les exécutifs des Communautés et des Régions sont, dans l'état actuel de la législation, compétents pour fixer le statut administratif et pécuniaire du personnel des organismes publics dépendant des Communautés et des Régions, moyennant l'accord du ministre national de la Fonction publique (2).

.../...

(1) Voir l'avis L. 18.986/VR au sujet d'un projet de loi portant diverses réformes institutionnelles (Doc. parl. Chambre 1988-1989, 790/1 à 4; Doc. parl. (Sénat, 711/1 à 4).

(2) Au demeurant, les chambres législatives ont été récemment saisies d'un projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1974 et celle du 1er septembre 1980 et, suivant l'article 1er de ce projet, le comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux restera compétent pour les questions concernant le personnel des organismes d'intérêt public dépendant des Communautés et des Régions (Doc. parl. Sénat, sess., 1988-1989, n° 640/1 - Avis du Conseil d'Etat n° L. 18.937/2).

Il s'ensuit que le système de référence à la loi-programme du 30 novembre 1988 pour l'application des règles énoncées dans les articles précités du projet est inadéquat. Il s'impose de rédiger ces articles de manière plus précise, en visant les administrations, services et organismes concernés.

2. La méthode adoptée, spécialement dans les dispositions figurant aux chapitres Ier et III du projet, et consistant notamment à modifier des dispositions de nature législative, applicables à des situations, par ailleurs, réglées par des dispositions réglementaires, n'est pas heureuse. Elle aboutit à une dispersion des règles applicables dans des textes épars et de nature différente.

Par ailleurs, il faut rappeler que c'est, en principe, au Roi qu'il revient constitutionnellement de fixer le statut administratif des agents de l'Etat.

Il eût été plus judicieux, après abrogation des dispositions législatives concernées par le projet, de fixer dans la loi les règles qu'elle doit comporter, notamment celles relatives aux priorités contenues dans le chapitre II du projet, et de laisser au Roi le soin d'élaborer par arrêté royal des textes uniformes.

Cette manière de procéder, outre qu'elle eût été respectueuse des pouvoirs du Roi, eût permis une lecture aisée et complète des dispositions applicables.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

L'intitulé vise "certains agents des administrations". Il semble, toutefois, que le projet entende fixer la situation juridique de tous les agents.

Pour tenir compte de cette observation et de celle figurant sub 1 des observations générales ci-avant, mieux vaudrait écrire :

"Projet de loi relatif aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public".

Ordre des chapitres.

Le chapitre Ier contient des dispositions modificatives et abrogatoires dont le chapitre II règle l'application à des situations transitoires.

Mieux vaudrait, dès lors, diviser le texte du projet en deux chapitres. Le premier chapitre règlerait la situation juridique nouvelle des agents et comporterait une section 1 portant des dispositions modificatives et abrogatoires (actuel chapitre Ier) et une section 2 portant des dispositions transitoires (actuel chapitre II). Le second chapitre traiterait du stage (actuel chapitre III). Il y aurait lieu, en ce cas, de revoir les références faites, dans le texte, au chapitre Ier et au chapitre II.

.../...

Les dispositions contenues dans le chapitre Ier concernent la situation juridique des agents; cette situation, suivant ces dispositions, comportera désormais deux régimes : un régime statutaire et un régime contractuel. C'est donc à tort que, dans le texte en projet, ledit chapitre est intitulé "Du statut unique". Mieux vaut remplacer ces termes impropres par l'intitulé suivant :

"Chapitre Ier - De la situation statutaire ou contractuelle des agents".

La section 1 de ce chapitre pourrait s'intituler :

"Section 1 : Dispositions modificatives et abrogatoires".

La section 2 serait intitulée :

"Section 2 : Dispositions transitoires".

Ordre des articles.

Dans le chapitre Ier, section 1, qui contient des dispositions modificatives et abrogatoires, les règles de la légistique imposent, pour respecter l'ordre chronologique, d'intervertir l'ordre des articles, les articles 2 et 3 devenant 1er et 2, et de scinder l'article 1er en quatre articles devenant les articles 3 à 6.

.../...

Dispositif.

Article 1er (devenant les articles 3 à 6).

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Article 3.-

Dans l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 ... du 30 décembre 1988, il est inséré un article 3 rédigé comme suit : "Article 3. ...".

Le 2° (devenant l'article 4).

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Article 4.-

L'article 8 du même arrêté est complété par les alinéas suivants : ...".

En insérant dans l'article 8 de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics de nouveaux alinéas, le texte de cet article devient difficilement lisible. En effet, les nouveaux alinéas en projet dérogent à l'alinéa 2 de l'article 8 qui, lui-même, déroge à l'alinéa 1er de cet article.

.../...

Il conviendrait, dès lors, que cet article soit récrit en veillant à donner une version synthétique des règles à insérer dans l'article 8 précité.

Par ailleurs, pour éviter la confusion que pourrait susciter la rédaction de la deuxième phrase de l'alinéa 1er du 2° (nouvel alinéa 3 de l'article 8 de l'arreté royal n° 56), mieux vaut écrire :

"... Dans ces services, il peut être procédé à l'engagement de personnes sous le régime du contrat de travail aux fins exclusives : ...".

D'autre part, le texte français, sous les lettres a), b) et c), n'est pas en concordance avec le texte néerlandais.

Il est, dès lors, suggéré d'écrire, au début de chacune de ces lettres :

"a) de répondre à des besoins ..."

"b) de remplacer des agents ..."

"c) d'accomplir des tâches ...".

A la fin du b, il vaudrait mieux écrire : "..., et ce sans préjudice de la possibilité de remplacer un agent statutaire par un autre agent statutaire;".

Dans la disposition du c, le mot "om" devrait être omis.

.../...

La phrase introductive du nouvel alinéa 4 de l'article 8 en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Après négociation avec les organisations syndicales représentatives et sur proposition du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, le Roi détermine : ...".

Le texte néerlandais du 1° doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La fin du 1° de cet alinéa 4, en son texte français, serait mieux rédigée comme suit : "... et ce dans le respect des dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;".

Le texte français du nouvel alinéa 5 de l'article 8 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Les arrêtés royaux visés à l'alinéa 4 sont applicables de plein droit aux organismes d'intérêt public visés à l'alinéa 3 sans qu'il faille solliciter, de leur part, les avis ou attendre les propositions, qui sont prescrits par les dispositions légales ou réglementaires".

Le 3° (devenant l'article 5).

La phrase liminaire du 3° serait mieux rédigée comme suit :

"Article 5.-

L'article 10, § 1er, alinéa 2, du même arrêté est complété comme suit :

.../...

"Pour les contrats visés à l'article 8, alinéa 3, modifié par la loi-programme du 30 décembre 1988, le visa est apposé sur le projet de contrat"".

Le 4° (devenant l'article 6).

Le 4° serait mieux rédigé comme suit :

"Article 6.-

Dans les articles 10, § 1er, alinéa 3, et 12, alinéa 1er, du même arrêté, modifiés par la loi-programme du 30 décembre 1988, les mots "chapitre III et les règles des statuts du personnel auxquelles ce chapitre renvoie" sont remplacés par les mots "les dispositions du chapitre III, les arrêtés pris en exécution de celui-ci et les règles des statuts du personnel auxquelles ce chapitre renvoie"".

Article 2 (devenant l'article 1er).

La fin de la phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit : "... est complété par les alinéas suivants :".

Le nouvel alinéa 5 du paragraphe 2 de l'article 51 en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Le présent paragraphe cesse d'être applicable ... (la suite comme au projet)".

Dans la mesure où le texte en projet vise l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, il appelle l'observation générale faite en tête du présent avis.

.../...

Au début de l'alinéa 6 en projet, il y a lieu de remplacer les mots "visés à l'alinéa précédent" par les mots "visés à l'alinéa 5" et après les mots "pour des besoins ou des tâches ..., il y a lieu de supprimer le mot "littéras".

Le texte néerlandais de l'alinéa 6 en projet devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Par ailleurs, la dernière phrase de cet alinéa 6 prévoit que, pour les besoins et tâches visés, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, créer "des cadres temporaires". Ces derniers termes sont ambigus; ces cadres sont-ils temporaires, c'est-à-dire créés pour une période limitée dans le temps, ou sont-ce des cadres occupés par des agents pour des périodes déterminées ?

Au demeurant, s'agissant de besoins ou de tâches visées aux lettres a) et c) de l'article 8, alinéa 3, en projet (article 1er, 2° du projet devenant l'article 4) c'est-à-dire notamment de "tâches auxiliaires ou spécifiques" (lettre c), le texte en projet pourrait donner à penser qu'il ne s'agirait pas de cadres temporaires limités dans le temps, mais de cadres spéciaux créés en vue de l'occupation temporaire d'agents recrutés sous le régime des contrats de travail. D'autre part, l'exposé des motifs fait état de l'attribution au Roi de pouvoirs, à la fois, très larges (Il pourrait fixer les cadres linguistiques ...) et limités (il ne peut créer les "cadres temporaires" que par arrêté délibéré en conseil des ministres).

La dernière phrase de l'alinéa 6 en projet doit être plus précise, de manière à exprimer correctement l'intention de l'auteur du projet. Si cette intention est bien que les agents visés sont des agents contractuels et qu'ils ne peuvent être recrutés que dans un cadre spécialement créé par le Roi, il faut le dire.

Article 3 (devenant l'article 2).

Dans l'article 3 en projet, il y a lieu de rappeler la seule modification résultant de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986; toutes les modifications antérieures sont devenues sans objet.

Le chapitre II devient la section 2 du chapitre Ier, intitulé "Dispositions transitoires".

Article 4 (devenant l'article 7).

Dans la mesure où le texte en projet vise l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, il appelle l'observation générale qui a été faite en tête du présent avis.

Article 5 (devenant l'article 8).

Le texte néerlandais de la phrase introductive serait mieux rédigé comme il a été proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La remarque qui a été faite sous l'article 2 du projet, à propos de l'expression "cadre temporaire", vaut également pour l'article 5, 1°. Par ailleurs, à cet endroit, il faut écrire : "... du cadre permanent ou du cadre temporaire" en faisant référence, pour ce dernier cadre, à l'article 2 du projet qui devrait le définir.

Au 2°, d), l'habilitation donnée au Roi d'établir la liste des dispositions visant les agents engagés à titre

contractuel ou précaire, qui ne peuvent invoquer le bénéfice des dispositions transitoires, est à ce point large qu'elle Lui permettrait de réduire considérablement le champ d'application de la loi. Pour circonscrire quelque peu ladite habilitation, on pourrait écrire :

"d) des dispositions légales ou réglementaires qui autorisent l'engagement de personnes par contrat de travail et dont la liste est établie par arrêté royal délibéré en conseil des ministres".

Au début du 3°, il vaut mieux écrire, dans le texte français :

"3° Les personnes qui ont été mises au travail en application ... (la suite comme au projet)".

Article 6 (devenant l'article 9).

Le texte néerlandais de la phrase introductive et du 1° serait mieux rédigé comme il a été proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Au 2°, lettre c), alinéa 1er, le texte français en projet vise le cas d'agents qui "réussissent" un concours de recrutement; n'est donc pas utilisée l'expression dont il est fait usage aux lettres a) et b) : "aient été lauréates d'un concours ...". Or, à l'article 8, § 2, du projet, le classement des personnes visées prend pour base la qualité de "lauréats des concours", à la fois pour celles visées aux a) et b) de l'article 6 et pour celles visées au c) de cet article. Il semble donc s'imposer d'écrire dans le texte français :

.../...

"c) ou bien qu'elles soient lauréates d'un concours organisé, après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par le Secrétariat permanent de recrutement.

Ce concours sera également accessible aux candidats qui ne peuvent invoquer les dispositions de la présente section.

A la date limite d'inscription à ce concours ...".

Le texte néerlandais du 3° devrait être rédigé comme il a été indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7 (devenant l'article 10).

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le début de l'alinéa 2 de l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Le Secrétariat permanent de recrutement est tenu d'organiser un concours ... (la suite comme au projet)".

Les deux derniers alinéas du même article doivent être fusionnés en un seul alinéa qui serait rédigé comme suit :

"Les lauréats des concours de recrutement visés

.../...

à l'article 6, 2°, a) et b), doivent s'inscrire régulièrement à un concours et invoquer le bénéfice du présent chapitre lors de leur inscription; ils sont dispensés de participer à ce concours et de payer le droit d'inscription".

Article 11 (devenant l'article 14).

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 2, mieux vaut écrire dans le texte français : "... le quota réservé est ramené à l'unité ...".

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au même paragraphe, les termes "un même emploi" sont équivoques. Mieux vaudrait dire "un emploi analogue".

Article 12 (devenant l'article 15).

Au paragraphe 1er, pour tenir compte de l'exposé des motifs, mieux vaut écrire : "Les lauréats d'une même réserve sont classés sur la base du nombre de points qu'ils ont obtenus".

Au paragraphe 2, il est préférable d'écrire après les mots "... à l'article 6, 1°," : "les personnes bénéficiant de la présente section sont classées, dans le quota réservé, avant les autres lauréats, pour autant ...".

.../...

Au paragraphe 4, il y a lieu de lire : "visés aux articles 8, § 1er, et 10, ...".

Article 13 (devenant l'article 16).

A l'alinéa 2, in fine, mieux vaut écrire :

"... de développement, ne sont, toutefois, pas applicables aux emplois qui appartiennent au quota réservé prévu à l'article 8, § 1er".

Article 14 (devenant l'article 17).

Le texte en projet est superflu si l'auteur du projet entend rendre applicables les conditions prévues à l'article 16, 1° à 4°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Comme l'intention est de dispenser les bénéficiaires des dispositions transitoires des conditions prévues sub 5° et 6° de l'article 16 du statut, mieux vaut écrire :

"Pour être admis au stage, les personnes bénéficiant de la présente section sont dispensées des conditions d'admissibilité prévues à l'article 16, 5° et 6°, de l'arrêté royal du ...".

Article 15 (devenant l'article 18).

Au paragraphe 1er de l'article en projet, il y a lieu d'écrire : "... les conditions imposées par l'article 6, 1°, ...".

.../...

A la fin du paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire : "à la partie restant à courir" au lieu de "période restante".

L'alinéa 1er du paragraphe 2 du même article serait mieux rédigé en son texte français comme suit :

"§ 2. Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la présente loi, les services temporaires visés par cet article se prolongent jusqu'au 31 décembre 1990. Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, mettre cette date en concordance avec celle prévue à l'article 9, 3°".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le début du paragraphe 5 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 5. Après les délais prévus par le paragraphe 3, des personnes peuvent être engagées sous contrat dans les cas et dans les conditions prévus à l'article 8, alinéa 3, ...".

Le début de l'alinéa 2 du même paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"Pour les contractuels visés au paragraphe 1er qui, occupant des emplois ... de l'article 4 de la présente loi, n'auront pu être remplacés ... à la date d'entrée en service des agents statutaires qui seront appelés à les remplacer".

Le texte néerlandais du paragraphe 6 devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 16 et 17 (devenant les articles 19 et 20).

Ces articles concernent les stagiaires engagés en application de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

L'article 16 règle le pourcentage desdits stagiaires engagés dans les administrations, services et organismes, auxquels la loi en projet sera applicable. L'article 17 énonce, pour les stagiaires occupés à la date d'entrée en vigueur de cette loi, une règle dérogeant à la disposition nouvelle introduite par l'article 16, dans l'arrêté royal n° 230.

Ces dispositions contiennent ainsi des mesures s'inscrivant dans un programme de remise au travail de chômeurs complets indemnisés ou de personnes y assimilées, dans les administrations et services de l'autorité nationale ou placés sous sa tutelle.

Conformément à l'article 6, § 1er, IX, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 , tel qu'il a été modifié par l'article 4, § 13, de la loi du 8 août 1988, le législateur national reste compétent pour prendre de telles mesures, pour autant qu'il demeure dans les limites de ses compétences et respecte les formalités préalables éventuellement imposées par le législateur spécial.

Or, en faisant référence, pour délimiter son champ d'application, aux "organismes d'intérêt public visés à l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988", la nouvelle disposition que l'article 16 du projet vise à insérer dans l'article 4 de l'arrêté royal n° 230, englobe les organismes d'intérêt public des Communautés et des Régions. Non seulement, comme l'observation générale en a été faite en tête du présent avis, une telle référence à l'article 94, § 2, de ladite loi-programme est inadéquate, car il n'appartient pas au législateur national de régler la situation des membres du personnel des organismes d'intérêt public dépendant des Communautés et des Régions, mais, en outre, il n'appartient pas à ce législateur de se substituer aux législateurs régionaux, qui, en vertu de l'article 6, § 1er, IX, précité de la loi spéciale du 8 août 1980, sont seuls compétents pour élaborer des programmes de remise au travail de chômeurs complets ou assimilés dans des organismes qui ne relèvent pas de l'autorité nationale.

Au surplus, à supposer même que fût abandonnée toute référence à l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, et que les textes en projet ne fussent pas déclarés applicables aux organismes d'intérêt public dépendant des Communautés et des Régions, il resterait que,

.../...

suivant le paragraphe 3bis inséré par l'article 4, § 15, de ladite loi du 8 août 1988, les initiatives concernant les programmes de remise au travail des chômeurs requièrent une concertation associant les exécutifs concernés et l'autorité nationale. Or aucun élément ne permet de constater que pareille concertation ait eu lieu. La circonstance, invoquée par le délégué du Ministre, que certaines personnes, qui ont participé aux négociations au sein du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux, appartenaient aux Communautés et aux Régions, ne permet pas de considérer que la concertation imposée par le législateur aurait eu lieu.

Il s'ensuit que les articles 16 et 17 n'ont pas été soumis à une formalité préalable substantielle. Celle-ci doit être accomplie avant l'adoption du projet.

Sous réserve des observations qui précèdent, notamment quant à la référence faite dans la disposition en projet, sous l'article 16, à l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, il y aurait lieu, à la fin de la phrase liminaire de l'article 16, d'écrire : "... des jeunes, modifié par la loi du 22 janvier 1985, il est inséré un paragraphe 3, rédigé comme suit : ...".

De plus, le texte du paragraphe 3 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Par dérogation au § 1er, alinéa 1er, l'engagement de stagiaires dans ... s'effectue dans les limites d'un pourcentage de l'effectif des agents de ces administrations, services et organismes, en prenant en considération, pour le calcul de l'effectif des agents et de celui des stagiaires, des services à temps plein. Ce pourcentage ..." (la suite comme au projet).

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. In verscheidene artikelen van het ontwerp, inzonderheid in de artikelen 1, 2, 4, 16 en 17, staan bepalingen betreffende de overheidsdiensten bedoeld in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988, dat wil zeggen betreffende de "ministeries en andere diensten van de ministeries alsook de instellingen van openbaar nut die vallen onder de bevoegdheid van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten en die vermeld zijn in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, met uitzondering van deze die een financiële, industriële of handelsactiviteit uitoefenen".

Luidens artikel 3 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, is het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten bevoegd "voor zaken die betrekking hebben op het personeel van de in artikel 1, § 1, 1° en 2°, bedoelde besturen, instellingen en diensten" - dat wil zeggen de rijksbesturen en andere rijksdiensten, met inbegrip van onderwijsinstellingen en van diensten die de rechterlijke macht ter zijde staan, alsook de instellingen van openbaar nut - "en bijgevolg ook op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven".

.../...

De bovengenoemde bepalingen van het ontwerp - en overigens ook het opschrift - geven, zoals ze zijn geformuleerd, de indruk dat de erin vervatte regels van toepassing zouden zijn op alle besturen, diensten en instellingen waarvoor het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten bevoegd is, met inbegrip van de instellingen van openbaar nut die onder de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren.

Gelijk de Raad van State er in recente adviezen al op heeft gewezen (1), zoals in de memorie van toelichting bij het onderhavige ontwerp op bladzijde 14 wordt gezegd en zoals de gemachtigde van de Minister heeft toegegeven, blijkt nu uit het samenlezen van de artikelen 9, 13, § 6, 87, § 4, en 96, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij die van 8 augustus 1988, met artikel 11, § 1, van de bovengenoemde wet van 16 maart 1954, dat de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven, zoals de wetgeving nu is, bevoegd zijn om het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel van de overheidsinstellingen die ressorteren onder de Gemeenschappen en de Gewesten, vast te stellen op voorwaarde dat de nationale Minister van Openbaar Ambt zijn goedkeuring verleent (2).

.../...

---

(1) Zie advies L. 18.986/VR over een ontwerp van wet houdende diverse hervormingen der instellingen (Gedr. St. Kamer, 1988-1989, 790/1 tot 4; Gedr. St. Senaat, 711/1 tot 4).

(2) Trouwens is onlangs aan de wetgevende kamers een ontwerp van wet voorgelegd tot wijziging van de wet van 19 december 1974 en van de wet van 1 september 1980, en volgens artikel 1 van dat ontwerp blijft het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten bevoegd voor de kwesties die betrekking hebben op het personeel van de instellingen van openbaar nut die onder de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren (Gedr. St. Senaat, zitting 1988-1989, nr. 640/1 - Advies van de Raad van State nr. L. 18.937/2).

Daaruit volgt dat het stelsel van de verwijzing naar de programmawet van 30 november 1988 om de in de vorenvermelde artikelen van het ontwerp geformuleerde regels toe te passen, irrelevant is. Het is noodzakelijk die artikelen preciezer te redigeren, met vermelding van de betrokken besturen, diensten en instellingen.

2. De methode waarvoor, vooral in de bepalingen van de hoofdstukken I en III van het ontwerp, is geopteerd en die inzonderheid bestaat in het wijzigen van wetsbepalingen die van toepassing zijn op toestanden die overigens door verordeningsbepalingen zijn geregeld, is niet geslaagd. Zij heeft tot gevolg dat de toepasselijke regels over verspreide teksten van verschillende aard worden versnipperd.

Bovendien dient erop te worden gewezen dat het volgens de Grondwet in principe de taak is van de Koning om het administratief statuut van het rijkspersoneel vast te stellen.

Het zou verstandiger zijn geweest eerst de wetsbepalingen op te heffen waarop het ontwerp betrekking heeft, dan in de wet de regels vast te stellen die erin moeten staan, in het bijzonder de voorrangregels van hoofdstuk II van het ontwerp, en het aan de Koning over te laten bij koninklijk besluit gelijkvormige teksten op te stellen.

Die methode zou niet alleen rekening hebben gehouden met de bevoegdheden van de Koning, maar zou ook een gemakkelijke en volledige lezing van de toepasselijke bepalingen mogelijk hebben gemaakt.

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het opschrift vermeldt "sommige ambtenaren van de rijksbesturen", maar het ontwerp heeft blijkbaar tot doel de rechtspositie van alle personeelsleden te regelen.

Om rekening te houden met deze opmerking en met de hiervoren onder 1 gemaakte algemene opmerking zou het beter zijn te schrijven :

"Ontwerp van wet betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut".

Volgorde van de hoofdstukken.

In hoofdstuk I staan wijzigings- en opheffingsbepalingen; de toepassing ervan op toestanden tijdens de overgangsperiode wordt in hoofdstuk II geregeld.

De tekst van het ontwerp kan dan ook beter in twee hoofdstukken worden verdeeld. Het eerste hoofdstuk zou de nieuwe rechtspositie van het personeel regelen en zou bestaan uit een afdeling 1 met wijzigings- en opheffingsbepalingen (hoofdstuk I nu) en een afdeling 2 met overgangsbepalingen (hoofdstuk II nu). Het tweede hoofdstuk zou gaan over de stage (hoofdstuk III nu). In dat geval zouden de verwijzingen in de tekst naar hoofdstuk I en hoofdstuk II moeten worden aangepast.

.../...

De bepalingen van hoofdstuk I handelen over de rechtspositie van het personeel; volgens die bepalingen zouden in die positie voortaan twee regelingen bestaan : een statutaire regeling en een contractuele regeling. In de ontworpen tekst draagt het genoemde hoofdstuk dan ook ten onrechte het opschrift : "Van het enig statuut". Die onjuiste bewoordingen kunnen beter door het volgende opschrift worden vervangen :

"Hoofdstuk I - De statutaire of contractuele positie van het personeel".

Afdeling 1 van dat hoofdstuk zou als volgt kunnen heten :

"Afdeling 1 : Wijzigings- en opheffingsbepalingen"

en afdeling 2 :

"Afdeling 2 : Overgangsbepalingen".

Volgorde van de artikelen.

In hoofdstuk I, afdeling 1, met wijzigings- en opheffingsbepalingen, is het volgens de regels van de wetgevingstechniek, om de chronologie te respecteren, noodzakelijk de volgorde van de artikelen om te keren zodat de artikelen 2 en 3 de artikelen 1 en 2 worden, en artikel 1 in vier artikelen op te splitsen die dan de artikelen 3 tot 6 worden.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1 (dat de artikelen 3 tot 6 wordt).

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Artikel 3.-

In het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 ... van 30 december 1988, wordt een artikel 3 ingevoegd luidend als volgt : "Artikel 3. ...".

2° (dat artikel 4 wordt).

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Artikel 4.-

Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden : ...".

Door het invoegen van nieuwe leden in artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, wordt de tekst van dat artikel moeilijk leesbaar. De ontworpen nieuwe leden wijken immers af van het tweede lid van artikel 8, dat zelf afwijkt van het eerste lid van dat artikel.

Derhalve zou dit artikel herschreven moeten worden waarbij erop moet worden toegezien dat een synthetische versie wordt gegeven van de regels die in het voormelde artikel 8 moeten worden ingevoegd.

.../...

Om de verwarring te vermijden waartoe de redactie van de tweede volzin van het eerste lid van 2° (nieuw derde lid van artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 56) aanleiding zou kunnen geven, zou het bovendien beter zijn te schrijven :

"In die diensten kunnen personen onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen uitsluitend om : ...".

Daar komt nog bij dat de Franse tekst onder de letters a), b) en c) niet in overeenstemming is met de Nederlandse tekst.

Bijgevolg wordt voorgesteld in de Franse tekst aan het begin van elk van die letters te schrijven :

"a) de répondre à des besoins ..."

"b) de remplacer des agents ...".

"c) d'accomplir des tâches ...".

Aan het slot van b) zou het beter zijn te schrijven : "..., onverminderd de mogelijkheid om een statutair personeelslid door een ander statutair personeelslid te vervangen;".

In de bepaling onder c) moet het woord "om" vervallen.

Het zou beter zijn de inleidende volzin en 1° van het nieuwe vierde lid van het ontworpen artikel 8 als volgt te redigeren :

.../...

"Na overleg met de representatieve vakorganisaties en op de voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bepaalt de Koning :

1°) de voorwaarden en de wijze waarop personen met inachtneming van de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten in dienst worden genomen met een arbeidsovereenkomst als bedoeld in het derde lid;".

Het zou beter zijn het nieuwe vijfde lid van het ontworpen artikel 8 als volgt te redigeren :

"De in het vierde lid bedoelde koninklijke besluiten vinden van rechtswege toepassing op de in het derde lid bedoelde instellingen van openbaar nut zonder dat het nodig is om de bij de wets- of verordeningsbepalingen voorgeschreven adviezen of voorstellen van die instellingen te vragen, of af te wachten".

3° (dat artikel 5 wordt).

Het zou beter zijn de inleidende volzin van de bepaling onder 3° als volgt te redigeren :

"Artikel 5.-

Artikel 10, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

.../...

"Naar de overeenkomsten bedoeld in artikel 8, derde lid, gewijzigd bij de programmawet van 30 december 1988, wordt het visum op de ontwerp-overeenkomst geplaatst"".

4° (dat artikel 6 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling onder 4° als volgt te redigeren :

"Artikel 6.-

In de artikelen 10, § 1, derde lid, en 12, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de programmawet van 30 december 1988, worden de woorden "hoofdstuk III en de regels van de personeelsstatuten waarnaar dat hoofdstuk verwijst" vervangen door de woorden "de bepalingen van hoofdstuk III, de besluiten vastgesteld ter uitvoering van dat hoofdstuk en de regels van de personeelsstatuten waarnaar dat hoofdstuk verwijst"".

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

Het zou beter zijn het slot van de inleidende volzin als volgt te redigeren : "... wordt aangevuld met de volgende leden :".

Het zou beter zijn het nieuwe vijfde lid van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 51 als volgt te redigeren :

"Deze paragraaf is niet meer van toepassing ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

In zoverre de ontworpen tekst verwijst naar artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988, behoort daarbij de algemene opmerking te worden gemaakt die vooraan in dit advies is gemaakt.

Het zou beter zijn het ontworpen zesde lid te stellen zoals hieronder wordt voorgesteld, met dien verstande evenwel dat de opmerking die verderop in ten aanzien van de eerste volzin van het ontworpen zesde lid gemaakt wordt, nog moet worden verdisconteerd :

"In de in het vijfde lid bedoelde overheidsdiensten mag het bestand van statutair en contractueel personeel het bestand waarin door de organieke formatie is voorzien echter niet overschrijden, behalve voor de stagiairs bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces en voor behoeften en opdrachten bedoeld in artikel 8, derde lid, a en c, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten. Voor deze behoeften en opdrachten kunnen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit tijdelijke formaties worden opgericht".

Bovendien bepaalt de laatste volzin van dit zesde lid dat de Koning, voor de bedoelde behoeften en opdrachten bij een in Ministerraad overlegd besluit "tijdelijke kaders" kan oprichten. Die laatste woorden zijn dubbelzinnig; zijn deze formaties tijdelijk, dat wil zeggen, opgericht voor een beperkte tijd, of zijn het formaties die gedurende bepaalde tijdvakken door personeelsleden worden bezet ?

.../...

Ten aanzien van de in a) en c) van het ontworpen artikel 8, derde lid, (artikel 1, 2° van het ontwerp dat artikel 4 wordt) bedoelde behoeften of opdrachten, in het bijzonder de "bijkomende of specifieke opdrachten" (letter c)), van de ontworpen tekst trouwens de indruk kunnen wekken dat het niet zou gaan om in de tijd beperkte tijdelijke formaties, maar om speciale formaties opgericht om onder het stelsel van de arbeidsovereenkomsten aangeworven personeel tijdelijk tewerk te stellen. Daar komt nog bij dat in de memorie van toelichting gewag wordt gemaakt van het toekennen aan de Koning van zowel zeer ruime bevoegdheden (Hij zou de taalkaders kunnen vaststellen ...) als beperkte (Hij kan de "tijdelijke kaders" alleen bij een in Ministerraad overlegd besluit oprichten).

De laatste volzin van het ontworpen zesde lid moet nauwkeuriger worden geformuleerd, zodat de bedoeling van de steller van het ontwerp correct wordt weergegeven. Indien het wel degelijk de bedoeling is dat de bedoelde personeelsleden contractueel in dienst genomen personeelsleden zijn en dat ze alleen in een door de Koning speciaal opgerichte formatie kunnen worden aangeworven, behoort dit te worden vermeld.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

In het ontworpen artikel 3 behoeft alleen te worden verwezen naar de wijziging die het gevolg is van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986; alle vroegere wijzigingen zijn onwerkzaam geworden.

.../...

Hoofdstuk II wordt afdeling 2 van hoofdstuk I, met als opschrift "Overgangsbepalingen".

Artikel 4 (dat artikel 7 wordt).

In zoverre de ontworpen tekst verwijst naar artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988, is daarbij de algemene opmerking te maken die vooraan in dit advies gemaakt is.

Artikel 5 (dat artikel 8 wordt).

In de inleidende volzin schrijve men, in de Nederlandse tekst :

"Op de toepassing van deze afdeling kunnen zich beroepen :".

De opmerking die onder artikel 2 van het ontwerp gemaakt is bij de uitdrukking "tijdelijk kader", geldt eveneens voor artikel 5, 1°. Bovendien schrijve men op die plaats : "... van de vaste of de tijdelijke personeelsformatie", met verwijzing, voor die laatste formatie, naar artikel 2 van het ontwerp, dat een definitie ervan zou moeten geven.

In de bepaling onder 2°, d), is de aan de Koning verleende machtiging om de lijst op te stellen van de bepalingen die betrekking hebben op de contractueel of tot wederopzeggens aangeworven personeelsleden, welke geen aanspraak kunnen maken op de toepassing van de overgangsbepalingen, zodanig ruim dat zij Hem in staat zou stellen de werkingssfeer van de wet aanzienlijk te beperken. Wil men die machtiging ietwat afbakenen, dan zou men kunnen schrijven :

.../...

"d) wets- of verordeningsbepalingen die de aanwerving van personen bij arbeidsovereenkomst toestaan en waarvan de lijst bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit wordt opgemaakt".

Vooraan in de bepaling onder 3° schrijve men :

"3° de personen die tewerkgesteld zijn geweest met toepassing van hetzij ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6 (dat artikel 9 wordt).

In de Inleidende volzin schrijve men, in de Nederlandse tekst :

"De in artikel 5 bedoelde personen kunnen zich op de toepassing van deze afdeling beroepen, voor zover zij :".

De Nederlandse tekst van 1° zou als volgt gesteld moeten worden :

"1° in dienst of tewerkgesteld zijn in een of meer openbare diensten als bedoeld in artikel 4 op de dag dat deze wet in werking treedt, of in dienst geweest of tewerkgesteld geweest zijn in een of meer diensten als bedoeld in artikel 4 gedurende een tijdspanne van ten minste twaalf maanden, derwijze dat die tijdspanne valt binnen de vierentwintig maanden die aan de datum van inwerkingtreding van deze wet voorafgaan".

.../...

In de bepaling onder 2°, c), eerste lid, heeft de ontworpen Franse tekst het geval op het oog van personeelsleden die "slagen" ("réussissent") voor een wervingsexamen; er wordt dus geen gebruik gemaakt van de uitdrukking "laureaat geweest zijn van ..." ("aient été lauréates d'un concours ..."), waarmee wordt gewerkt in a) en b). In artikel 8, § 2, van het ontwerp echter worden de aldaar bedoelde personen gerangschikt op grond van hun hoedanigheid van "geslaagden voor de ... examens" ("lauréats des concours"), zowel voor die welke bedoeld zijn in a) en b) van artikel 6, als voor die welke bedoeld zijn in c) van dat artikel. De Franse tekst van c) zou dus moeten worden geredigeerd zoals wordt voorgesteld in de Franse versie van dit advies.

De Nederlandse tekst van artikel 6, 2°, behoort als volgt te worden geredigeerd :

"a) geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd vergelijkend wervingsexamen ...;

b) ofwel geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat vergelijkend wervingsexamen ...;

c) ofwel slagen voor een vergelijkend examen dat na de datum van inwerkingtreding van deze wet georganiseerd wordt door het Vast Wervingssecretariaat.

Dat examen zal eveneens toegankelijk zijn voor gegadigden die zich niet kunnen beroepen op de bepalingen van deze afdeling.

.../...

Op de datum van het afsluiten van de inschrijvingen voor dat vergelijkend examen moeten de belanghebbenden houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat eventueel vereist is met toepassing van de artikelen 16, 6°, en 17, § 1, A, B, E en F, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel".

De Nederlandse tekst van 3° zou als volgt gesteld moeten worden :

"3° op de voorzieningen van dit hoofdstuk aanspraak gemaakt hebben uiterlijk op een datum die bij koninklijk besluit wordt vastgesteld en die niet later dan 31 december 1991 mag vallen".

Artikel 7 (dat artikel 10 wordt).

In het eerste lid schrijve men : "... zich regelmatig aanmelden voor ..." in plaats van "... zich regelmatig inschrijven voor ...".

Het begin van het tweede lid van het ontworpen artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het Vast Wervingssecretariaat is ertoe gehouden een vergelijkend wervingsexamen te organiseren voor ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

De laatste twee leden van hetzelfde artikel moeten worden samengevoegd tot één enkel lid, dat als volgt geredigeerd zou worden :

"De geslaagden voor de vergelijkende wervingsexamens bedoeld in artikel 6, 2°, a) en b), moeten zich regelmatig aanmelden voor een vergelijkend examen en zich bij hun inschrijving beroepen op de toepassing van dit hoofdstuk; zij worden vrijgesteld van deelneming aan dat vergelijkend examen en van betaling van het inschrijvingsgeld".

Artikel 11 (dat artikel 14 wordt).

In paragraaf 1 schrijve men : "Telkens als ..." in plaats van "Telkens een ...".

In de Franse tekst van paragraaf 2 schrijve men : "... le quota réservé est ramené à l'unité ...".

In dezelfde paragraaf zijn de termen "een zelfde betrekking" dubbelzinning. Men schrijve : "een soortgelijke betrekking".

Ten slotte schrijve men "oneven" in plaats van "onpaar".

Artikel 12 (dat artikel 15 wordt).

Om rekening te houden met de memorie van toelichting, schrijve men in paragraaf 1 : "De geslaagden in een zelfde reserve worden gerangschikt op grond van het aantal punten die zij behaald hebben".

.../...

In paragraaf 2 is het beter te schrijven : "... onder de in artikel 6, 1°, bepaalde voorwaarden, worden de personen die onder de regeling van deze afdeling vallen, binnen het voorbehouden quotum gerangschikt vóór de andere geslaagden, voor zover de te verlenen betrekking ...".

In paragraaf 4 schrijve men : "bedoeld in de artikelen 8, § 1, en 10 ...".

Artikel 13 (dat artikel 16 wordt).

In het tweede lid schrijve men :

"In het voormelde artikel 18, § 2, tweede lid, zijn de woorden "en onverminderd de artikelen 5 en 6 van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd" evenwel niet van toepassing op de betrekkingen die behoren tot het voorbehouden quotum, bepaald in artikel 8, § 1".

Artikel 14 (dat artikel 17 wordt).

De ontworpen tekst is overbodig indien de steller van het ontwerp de vereisten gesteld in artikel 16, 1° tot 4°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 mede van toepassing wil verklaren.

.../...

Daar het in de bedoeling ligt aan de personen op wie de overgangsbepalingen van toepassing zijn vrijstelling te verlenen van de onder 5° en 6° van artikel 16 van het statuut gestelde vereisten, zou het beter zijn te schrijven :

"Om tot de stage te worden toegelaten worden de personen op wie deze afdeling van toepassing is, vrijgesteld van de toelatingsvereisten gesteld onder 5° en 6° van artikel 16 van het koninklijk besluit van ...".

Artikel 15 (dat artikel 18 wordt).

In paragraaf 1 van het ontworpen artikel behoort er te worden geschreven : "... de door artikel 6, 1°, gestelde voorwaarden ...".

Aan het slot van paragraaf 1 schrijve men "tot het gedeelte van de toegestane periode ..., dat op die datum nog overblijft." in plaats van "tot de nog lopende periode ...".

Het zou beter zijn aan het slot van het eerste lid van paragraaf 2 te schrijven :

"... met die waarin voorzien wordt in artikel 9, 3°.".

Aan het slot van het tweede lid van paragraaf 2 schrijve men : "... die op dat personeel van toepassing waren op de dag die aan de datum van inwerkingtreding van deze wet voorafgaat".

.../...

In paragraaf 3 schrijve men : "... al dan niet geslaagd voor het vergelijkend wervingsexamen bedoeld in ...".

Het zou beter zijn het begin van paragraaf 5 als volgt te redigeren :

"§ 5. Na de in paragraaf 3 bedoelde termijnen, kunnen personen met een arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen in de gevallen en onder de voorwaarden vermeld in artikel 8, derde lid, ...".

Het zou beter zijn het tweede lid van dezelfde paragraaf als volgt te redigeren :

"Voor de in paragraaf 1 bedoelde contractuelen die betrekkingen bekleden, die definitief vacant zijn in de personeelsformatie van de in artikel 4 van deze wet bedoelde besturen, diensten en instellingen en niet zouden kunnen worden vervangen door ..., mag ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In paragraaf 6 schrijve men : "... van de personeelsleden", in plaats van "tussen de personeelsleden".

De artikelen 16 en 17 (die de artikelen 19 en 20 worden).

Die artikelen hebben betrekking op de stagiairs die in dienst worden genomen met toepassing van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

.../...

Artikel 16 schrijft voor welk percentage stagiairs in dienst wordt genomen bij de besturen, diensten en instellingen waarop de ontworpen wet van toepassing zal zijn. Artikel 17 schrijft, ten behoeve van de stagiairs die reeds in dienst zijn op de datum dat deze wet in werking treedt, een regel voor die afwijkt van de nieuwe bepaling die door artikel 16 wordt opgenomen in het koninklijk besluit nr. 230.

Die bepalingen bevatten aldus maatregelen die passen in het kader van een programma voor wedertewerkstelling van uitkeringsgerechtigde volledig werklozen of van daarmee gelijkgestelde personen in de besturen en diensten van de nationale overheid of die onder het toezicht van deze overheid ressorteren.

Ingevolge artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, zoals het gewijzigd is door artikel 4, § 13, van de wet van 8 augustus 1988, blijft de nationale wetgever bevoegd om zodanige maatregelen te nemen, in zoverre hij binnen de grenzen van zijn bevoegdheid blijft en mits hij de eventueel door de bijzondere wetgever opgelegde voorafgaande vormvoorschriften in acht neemt.

De nieuwe bepaling die artikel 16 van het ontwerp beoogt in te voegen in artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 230 bakent haar toepassingssfeer af door te verwijzen naar "de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988", is daardoor echter mede van toepassing op de instellingen van openbaar nut van de Gemeenschappen en de Gewesten. Gelet op de algemene opmerking die daarover aan het begin van dit

advies is gemaakt, is een dergelijke verwijzing naar artikel 94, § 2, van de genoemde programmawet niet geschikt, daar het de nationale wetgever niet toekomt de positie te regelen van het personeel van de instellingen van openbaar nut die onder de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren en daar die wetgever bovendien niet bevoegd is om zich in de plaats te stellen van de wetgevers voor de Gewesten, die krachtens het voormelde artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de enige wetgevers zijn die bevoegd zijn om programma's uit te werken voor de wedertewerkstelling van volledig werklozen of daarmee gelijkgestelde personen in instellingen die niet onder de nationale overheid ressorteren.

Gesteld dat enige verwijzing naar artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988 achterwege wordt gelaten en de ontworpen teksten niet toepasselijk worden gemaakt op de instellingen van openbaar nut die onder de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren, dan nog zou er overigens volgens paragraaf 3bis, ingevoegd bij artikel 4, § 15, van de genoemde wet van 8 augustus 1988, voor de initiatieven betreffende de wedertewerkstellingsprogramma's voor werklozen overleg plaats moeten vinden tussen de betrokken executieven en de nationale overheid. Nergens valt uit af te leiden dat dergelijk overleg plaats zou hebben gevonden. De omstandigheid waarop de gemachtigde van de minister zich beroept, dat sommige personen die hebben deelgenomen aan de onderhandelingen binnen het Comité voor de nationale-, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten tot de Gemeenschappen en Gewesten behoorden, is nog geen reden om aan te nemen dat het door de wetgever voorgeschreven overleg plaats zou hebben gevonden.

.../...

Daaruit volgt dat voor de artikelen 16 en 17 niet is voldaan aan een voorafgaand substantieel vormvoorschrift. Daaraan moet worden voldaan alvorens het ontwerp wordt goedgekeurd.

Onder voorbehoud van de vorenstaande opmerkingen, met name met betrekking tot de verwijzing die in de ontworpen bepaling onder artikel 16 wordt gemaakt naar artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988, zou het beter zijn aan het slot van de inleidende volzin van artikel 16 te schrijven : "... van jongeren, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1985, wordt een paragraaf 3 ingevoegd, die als volgt luidt : ...".

Bovendien zou het beter zijn de ontworpen paragraaf 3 als volgt te redigeren :

"§ 3. In afwijking van § 1, eerste lid, wordt het aantal stagiairs dat in dienst wordt genomen in ... beperkt tot een percentage van de personeelsbezetting van die besturen, diensten en instellingen en wordt bij de berekening van het aantal personeelsleden en van het aantal stagiairs rekening gehouden met de voltijdse dienstbetrekkingen. Dit percentage dat niet lager mag zijn dan 2 % van het personeelsbestand ... (voorts zoals in het ontwerp).

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme A. DEBUSSCHERE, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. DEBUSSCHERE, adjunct auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.